



## **CONSEIL DE COMMUNAUTE**

**VENDREDI 09 AVRIL 2021**

L'an deux mille vingt et un, le neuf avril, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni centre culturel Le Family à Landerneau sous la présidence de Patrick LECLERC.

### **Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénac, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

### **Secrétaire de séance**

SOUDON Chantal

### **Excusés**

BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)  
QUENTRIC-BOWMAN Morgane (pouvoir à POUPON Julien)

Conseil de Communauté du 9 avril 2021  
Délibération n°DCC2021\_043

<b>Objet</b>	<b>Élaboration d'un pacte de gouvernance</b>
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Service Commande Publique
Thème	Affaires générales

Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

**I. Contexte : le pacte de gouvernance, un débat obligatoire après le renouvellement général**

La loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 (dite « loi Engagement et proximité ») a introduit un nouvel article L 5211-11-2 dans le Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit qu'après chaque renouvellement général des conseils municipaux, le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre inscrit à l'ordre du jour de l'organe délibérant un débat et une délibération sur l'élaboration d'un éventuel pacte de gouvernance entre les communes et l'établissement public.

Si l'organe délibérant décide de l'élaboration d'un pacte de gouvernance, il l'adopte dans un délai de douze mois à compter du renouvellement général, soit au plus tard le 28 juin 2021, après avis des conseils municipaux des communes membres, rendu dans un délai de deux mois après la transmission du projet de pacte.

La modification du pacte suit la même procédure que son élaboration.

**II. Contenu du pacte de gouvernance**

L'article L.5211-11-2 du CGCT propose un contenu qui n'est ni exhaustif, ni limitatif, et précise que le pacte peut notamment porter sur :

1 ° Les conditions dans lesquelles sont mises en œuvre les dispositions de l'article L. 5211-57 ;

2° Les conditions dans lesquelles le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut proposer de réunir la conférence des maires pour avis sur des sujets d'intérêt communautaire ;

3° Les conditions dans lesquelles l'établissement public peut, par convention, confier la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs de ses communes membres ;

4° La création de commissions spécialisées associant les maires. Le pacte détermine alors leur organisation, leur fonctionnement et leurs missions. Le pacte fixe, le cas échéant, les modalités de fonctionnement des commissions prévues à l'article L 5211-40-1;

5° La création de conférences territoriales des maires, selon des périmètres géographiques et des périmètres de compétences qu'il détermine. Les conférences territoriales des maires peuvent être consultées lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Les modalités de fonctionnement des conférences territoriales des maires sont déterminées par le règlement intérieur de l'organe délibérant de l'établissement public ;

6° Les conditions dans lesquelles le président de l'établissement public peut déléguer au maire d'une commune membre l'engagement de certaines dépenses d'entretien courant d'infrastructures ou de bâtiments communautaires. Dans ce cas, le pacte fixe également les conditions dans lesquelles le maire dispose d'une autorité fonctionnelle sur les services de l'établissement public, dans le cadre d'une convention de mise à disposition de services ;

7° Les orientations en matière de mutualisation de services entre les services de l'établissement public et ceux des communes membres afin d'assurer une meilleure organisation des services ;

8° Les objectifs à poursuivre en matière d'égale représentation des femmes et des hommes au sein des organes de gouvernance et des commissions de l'établissement public ;

Ces dispositions sont des exemples et ne sont en aucun cas obligatoirement abordées dans un pacte de gouvernance ; une grande liberté est laissée aux EPCI sur ce point.

### **III. Proposition de méthode et de calendrier**

Le conseil de Communauté est appelé à débattre puis à se prononcer sur l'opportunité d'élaborer un pacte de gouvernance.

La Communauté et les communes sont actuellement engagées dans une démarche d'élaboration de leur projet de territoire, formalisant ainsi une vision commune et partagée des grands enjeux stratégiques du territoire. Cette démarche mobilise tous les élus communautaires et municipaux.

Le pacte de gouvernance constitue un instrument d'organisation de la vie institutionnelle de l'intercommunalité et du processus décisionnel, avec pour objectif d'associer les élus communautaires et municipaux. Il est le volet institutionnel et organisationnel du projet de territoire, permettant sa mise en œuvre de manière efficace et collective.

Le groupe de travail « pacte de gouvernance » (composition identique à celle du groupe de travail « règlement intérieur ») s'est réuni à deux reprises pour rédiger une proposition de pacte de gouvernance qui vous est présentée en annexe.

Ce document a fait l'objet d'une présentation en conférence des maires le 31 mars 2021.

Si le conseil de Communauté décide d'élaborer un pacte de gouvernance, le projet de pacte sera transmis aux communes le 21 avril 2021 au plus tard. Les communes disposeront alors d'un délai de 2 mois pour émettre un avis.

Une présentation et un échange sur le contenu du pacte de gouvernance en conférence territoriale des maires peuvent être envisagées début juin lors des séances programmées dans le cadre du projet de territoire.

La rédaction définitive du pacte de gouvernance pourra être proposée au conseil de Communauté pour adoption lors de la séance du 24 juin 2021.

### **DÉLIBÉRATION :**

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5211-11-2,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu la proposition de pacte de gouvernance annexée,

Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 26 mars 2021

Vu l'avis favorable de la Commission Cohésion territoriale du 25 mars 2021

Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du 24 mars 2021

Vu l'avis favorable de la Commission Environnement du 23 mars 2021

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 23 mars 2021

Vu l'avis favorable de la Commission Attractivité du 22 mars 2021

### **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

### **Article unique : décide d'élaborer un pacte de gouvernance**

Envoyé en préfecture le 12/04/2021

Reçu en préfecture le 12/04/2021

Affiché le

ID : 029-242900801-20210412-DCC2021\_043-DE